

N° 53 - 15 AVRIL-15 MAI 68

« LE PEUPLE BRETON »

mensuel

Boîte postale 103 RENNES

ABONNEMENTS

Ordinaire : 10 F

De soutien : à partir de 15 F

2 365-76 RENNES

« Le Peuple breton » - BP 103

Aujourd'hui, être libre
c'est être informé

LE PEUPLE BRETON

ORGANE DE L'UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE

■ MOURIR pour le Finistère ?

Quand ce numéro paraîtra, le délai fixé par le CABRO au gouvernement sera arrivé à échéance. Pour le moment, le gouvernement a apporté un premier élément de réponse en faisant envoyer plusieurs compagnies de C.R.S. en renfort en Bretagne ; on a parlé de plus de 10 000 hommes. Dans l'article qui suit, notre camarade Jean Guégueniat montre l'inconsistance politique et l'ambiguïté fondamentale du CABRO. La manifestation du 8 mai, organisée par les syndicats ouvriers et paysans, manifestation qui est soutenue par l'U.D.B. aux côtés des organisations de gauche, est elle sans équivoque même si nous pouvons considérer que comme un minimum le texte de référence. Entre le 15 avril et le 8 mai, les tacticiens et opportunistes manœuvriers du « Comité d'Action de la Bretagne Occidentale » risquent fort de voir apparaître au grand jour l'intérêt qui seul les guide, de se voir dépasser par la violence de ceux, paysans ou ouvriers, qui n'ont que le désespoir au cœur.

Fin janvier 1968, Alexis Gourvennec rompt quatre ans de silence en accordant une longue interview à Bretagne-Magazine. Passages très intéressants — « le problème d'une autonomie bretonne vaut d'être examiné à l'heure où se fait l'Europe » — mais redoutables imprécisions (quelle Europe ?) et positions pour le moins particularistes — « la Bretagne finit à St-Brieuc, la lutte pour l'Extrême-Ouest doit se mener autant contre Paris que contre Rennes et Nantes, écrans entre l'Europe et la Bretagne occidentale ».

Mars : le C.A.B.R.O., Comité d'Action de la Bretagne Occidentale prend naissance. Secrétaire-général : Alexis Gourvennec ; il annonce d'emblée la couleur : si, d'ici le 15 avril, le gouvernement n'a pas fait un effort décisif pour désenclaver (enclavé, un pays entouré de trois côtés par la mer ?) l'ouest de la Bretagne, une action violente sera entreprise. En 5^e République, la violence paye, ou semble payer. Ne dit-on pas qu'après certaine manifestation d'octobre à Quimper, qu'après certains mystérieux attentats, un prêt d'équipement à un taux imbattable (6 %) a été consenti en faveur des industriels de Bretagne — prêt tellement important qu'on ne sait, à vrai dire, qui serait assez fort pour l'utiliser ?

L'EQUIVOQUE FONDAMENTALE

Aussi les notables adhèrent-ils. Ils viennent d'encaisser un mauvais coup. A eux qui se disaient « persuadés que le gouvernement comprenait leurs problèmes et ferait tout ce qui est en sa possibilité pour les résoudre » (1), Pompidou vient de dire brutalement que le port pétrolier auquel ils faisaient sem-

blant de croire, ils feraient mieux d'abandonner l'idée, qu'il fallait être sérieux et comprendre qu'aucun intérêt n'imposait le choix de Brest.

C'est donc une réaction plus épidémique qu'on voudrait le faire croire que traduisent des revendications classiques qui, en elles-mêmes, ont bien sûr l'assentiment de tout le monde ! De Poulpiquet,

cynique et naïf adhère aux objectifs du comité « qui vont d'ailleurs dans le sens de ce que la 5^e République a amorcé et entend poursuivre et intensifier ». C'est dire l'équivoque fondamentale sur laquelle repose le C.A.B.R.O. qui se contente encore de secouer la sébile [nous ne demandons que la part du pauvre] (2) un peu plus impérativement cette fois, sans rien mettre fondamentalement en question.

L'ordre capitaliste est accepté, et l'on s'en réclame même. Tout juste se contentera-t-on de le secouer un peu, de le gêner momentanément — il est pour le moins inquiétant d'entendre A. Gourvennec dire que « la paix sociale passe par les options que nous proposons ».

SUITE PAGE 5

- (1) M. De Cadenet, président de la Chambre de Commerce de Brest, « La Bretagne Economique », janv. 1967.
- (2) A. Gourvennec, à Paris, le 20 mars 1968.

Les travailleurs bretons

victimes du sous-développement

En ce début d'année, la Bretagne est une fois de plus le théâtre de manifestations violentes et de heurts sanglants avec les forces de répression. Ce sont les ouvriers qui ont pris la relève dans la lutte contre le système capitaliste dont les contradictions s'amplifient chez nous d'année en année. C'est ainsi que le 26 janvier 6 000 fougères se massaient devant la sous-préfecture et protestaient contre les bas-salaires, contre les fermetures d'usines (37 depuis 1954) et contre la situation de l'emploi. Ces derniers mois, le chômage atteignait plus de 1 600 personnes. A Redon, depuis plusieurs semaines, les ouvriers ont mené leur combat pour une augmentation du salaire horaire de 30 centimes. Au cours des différents meetings et débrayages l'accent a été mis sur la nécessité de nouvelles implantations industrielles et pour ne pas changer les C.R.S.

phique. Conséquence : de 1962 à 1967 la région de programme Bretagne, a vu la masse des salariés non-agricoles augmenter de 14,6 % pendant que le nombre d'actifs de l'agriculture diminuait de 18,3 %. Ce solde déficitaire de l'emploi s'est traduit par une diminution de la population active totale de 22 600 personnes (1). On aura encore une idée de l'émigration si l'on sait que chaque année 1 900 jeunes foyers quittent la « région-programme » (2).

Ce phénomène de concentration exerce particulièrement ses effets sur l'évolution de l'industrie en accentuant les petites entreprises soit à fusionner soit à disparaître. De toute manière, on observe dans les deux cas une réduction du personnel (les exemples de Fougères et de Concarneau dans deux secteurs différents, chaussures-vêtements et conserves sont à cet égard

Fougères... Concarneau... Redon...

qui occupent la ville depuis un certain temps ont chargé à plusieurs reprises les manifestants.

La situation n'est guère plus brillante à Concarneau où l'on compte plus de 200 chômeurs. La population a réagi vivement contre cette détérioration de la situation de l'emploi par une manifestation qui regroupait plus de 3 000 personnes.

Cette détérioration du climat social est l'expression aiguë des difficultés croissantes que rencontre l'économie bretonne. Les fermetures d'usine, les licenciements, les réductions d'horaires remplissent les laconiques communiqués des syndicats ; notre chronique du Problème breton de Nantes à Brest ne cesse de s'allonger tous les mois. Les causes de cette situation sont multiples et l'on peut discerner celles qui concernent l'économie globalement de celles qui agissent uniquement sur l'industrie. Parmi les premières, il faut noter l'influence de l'exode rural sur l'accroissement de la main-d'œuvre disponible qui se trouve amplifiée par la venue sur le marché du travail de jeunes générations de l'après-guerre.

Ce potentiel économique, au lieu de contribuer au développement de la Bretagne, exerce à court terme une forte pression sur les salaires, les maintenant à un niveau très bas, puis il y a « transfert » vers la région parisienne dont les besoins en main-d'œuvre sont énormes. En publiant en 1963 son Livre Blanc, M. Delouvrier exprimait la volonté du gouvernement de créer dans le Bassin parisien une seconde Ruhr, obéissant à la tendance naturelle du système capitaliste, à la concentration financière et géogra-

probants). La principale cause des fermetures d'usines reste la mutation que subit l'ensemble de l'économie de l'hexagone et qui a en Bretagne des conséquences graves en raison des caractéristiques des industries existantes. En effet, dans cette métamorphose certaines branches industrielles sont en pleine expansion alors que d'autres périclitent et la Bretagne ne connaît que ce deuxième aspect, comme le cuir et le textile qui forment l'essentiel de l'industrie fougèraise et sont en pleine régression.

Personne n'ignore les difficultés de la construction navale à Saint-Nazaire et aussi dans les ports de pêche où elles sont amplifiées par la réduction de l'activité maritime. Il y a certes eu quelques implantations d'entreprises dans les secteurs de pointe, mais par leur nature et leur nombre elles ne peuvent avoir une influence bénéfique sur notre industrie dont l'ar-

SUITE PAGE 4

- (1) Bulletin de Conjoncture régionale, n° 2, 1967.
- (2) Bulletin de statistiques INSEE, Bretagne, 4^e trimestre 1967.

SECOMA

73 bis, rue de la Tour d'Auvergne - 29-S ERGUE-ARMEL - Quimper - Tél. 21.03

CAISSES ENREGISTREUSES SWEDA

SIEGES FANTASIA
MACHINES A ECRIRE ROYAL

CALCULATRICE MOROE
BUREAUX - CLASSEURS
BOIS - METAL

Agent service : DYMO

Réparations - Recharges

MORVAN LEBESQUE

EN PAGE 3

Edito

ALORS que ce mois-ci deux livres, celui de G. Héruud et celui de R. Lafont, attirent l'attention sur les problèmes des ethnies, l'actualité qu'il s'agisse des élections « belges » ou qu'il s'agisse de l'opération de répression intensifiée en « Espagne » contre les révolutionnaires basques d'E.T.A. se charge de souligner ou de rappeler la gravité de ces problèmes. Problèmes, le terme est faible quand il s'agit des Basques en lutte depuis plusieurs années déjà, contre le pouvoir hispano-franquiste. Des centaines de militants d'E.T.A. ont été torturés et restent emprisonnés. Des dizaines ont dû franchir la frontière de la honte et il faut rappeler que la responsabilité de la honte, est celle de l'Etat espagnol, mais aussi de l'Etat français. Il existe une entité basque au nord des Pyrénées : elle n'a même pas pu servir de refuge aux victimes en fuite de la répression franquiste. En 1964, M. Frey, donna l'exemple de la grande diplomatie gaulliste en signant l'arrêt d'expulsion du territoire français de 4 responsables d'E.T.A. Hier, marchandage avec Franco contre les Basques, aujourd'hui, pour du pétrole « la France de l'indépendance gaulliste » vend des armes à l'Etat irakien contre les Kurdes.

Occasion nous est donnée de réaffirmer notre solidarité avec les militants basques d'E.T.A. Pour concrétiser cette solidarité, il n'est pas inutile de rappeler l'importance du travail d'information que nous pouvons réaliser autour de nous, lucidement avec nos petits moyens. Ce travail d'information n'est-il pas nécessaire quand, dans un journal à la réputation aussi établie que « Le Monde », on trouvait quelques jours avant l'annonce de la nouvelle vague de répression en Pays Basque, une série d'articles de Marcel Niederdang où le problème basque et le problème catalan n'étaient abordés qu'incidemment, classés parmi les « vieux démons de l'Espagne ». La lutte contre le régime franquiste ne peut être dissociée de la lutte d'émancipation du peuple basque qui remet en cause, non plus seulement l'Etat franquiste, mais l'Etat espagnol. L'attitude progressiste, c'est d'être solidaires de la lutte des ouvriers et des étudiants de Madrid et de Séville et des militants basques ou catalans perçus, non comme Espagnols, mais comme pleinement Basques ou pleinement Catalans. Il serait contradictoire de se dire progressiste et d'endosser le vocabulaire impérialiste d'un Etat agresseur, niant les ethnies ; accepter cela, c'est en quelque sorte participer à l'oppression. Dire « T'as vu en Espagne, à Bilbao ça barde contre Franco », c'est un peu se faire le geolier des Basques emprisonnés à Bilbao en *Euzkadi*. Pédagogie difficile, qui va contre les « commodités du langage », qui remet en question « la réalité soi-disant objective », derrière lequel se cache toujours le conservatisme.

L'adjectif difficile se conjugue avec démocratie, avec le fédéralisme, démocratie à l'échelle des communautés. S'il fallait retenir une leçon de la campagne électorale qui vient de se dérouler en Flandre et en Wallonie, nous retiendrions l'étonnement, pour ne pas dire l'incapacité à comprendre qu'elle révéla chez la plupart des citoyens de l'hexagone. Nous ne citerons comme exemple que la réflexion d'un journaliste d'une radio périphérique s'adressant à un candidat socialiste wallon : « Ne trouvez-vous pas qu'au moment où l'unité de l'Europe est en difficulté, le fédéralisme adopté par la Belgique ne ferait qu'aggraver ces difficultés ? ». On voit là tout le conformisme résultant d'une longue éducation des mentalités dans le moule de la centralisation, qui fleurit bon son impérialisme culturel et son racisme sous-jacent. Ne pas pouvoir concevoir les autres DIFFERENTS, ne pas pouvoir comprendre que des ethnies veulent se réaliser pleinement DIFFERENTES, c'est l'incapacité fondamentale.

Le principal obstacle à l'unité de l'Europe est dans cette orgueilleuse inertie des stato-nations, qui retarde l'avènement d'une Europe des peuples socialiste.



BULLETIN D'ADHÉSION

NOM : PRENOM :

ADRESSE :

déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

— Adressez ce bulletin (découpé ou recopié) à : Union Démocratique Bretonne, B.P. 103, Rennes.

— Adressez le montant de la cotisation annuelle (deux journées de travail) à : UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE, B.P. 103, RENNES — C.C.P. 2 365-78.

MIROITIERIES DE L'OUEST

Installations de magasins — Produits verriers des manufactures

TY BOS — QUIMPER — Tél. : 6-47 et 37-47

LA VIE DU PARTI

SECTION DE BREST

Le mois de mars a été bien employé par la section de Brest. Aux deux réunions des 11 et 26, il faut ajouter plusieurs ventes du Peuple Breton, à Lesneven et près des restaurants universitaires en particulier. De plus nos camarades ont représenté l'U.D.B. à des réunions et des manifestations pour la paix au Vietnam.

SECTION DE RENNES

Les ventes de journaux organisées régulièrement par la section sont en nette progression. Plus de trois cents numéros de notre journal ont été écoulés par les camarades rennais. Des ventes de livres ont également eu lieu à la sortie des restaurants universitaires. Comme la section de Brest, celle de Rennes a participé à une manifestation en faveur du Vietnam : on pouvait lire sur une banderole « U.D.B. : solidarité avec le peuple vietnamien ».

Le 26 mars une réunion destinée aux sympathisants de notre parti s'est tenue dans l'une des cités universitaires de la ville : le problème colonial breton et les solutions que propose l'U.D.B. y furent analysés. Signalons encore la réunion mensuelle de la section au cours de laquelle fut étudié le livre de Gorz « Le Socialisme difficile ».

SECTION DU MOR-BIHAN

Les membres de la section se sont réunis deux fois en mars ; le 27, des sympathisants ont pu prendre contact avec nos camarades et se renseigner sur l'activité du parti. Quinze abonnements nouveaux ont été d'autre part recueillis et des dépôts du journal ouverts en plusieurs points de la région. La section du Mor-bihan a naturellement participé à la campagne du soutien du peuple vietnamien.

REUNION PUBLIQUE DE QUIMPER

Le samedi 30 mars une réunion publique a été organisée par la section de Quimper Cornouaille. Devant une assistance d'environ 50 personnes le camarade R. LE PROHON, membre du Comité Directeur, exposa ce qu'est l'U.D.B. et le combat mené pour la solution du problème breton. Après l'exposé le nombre de questions posées et les applaudissements ponctuant les réponses de notre camarade montrèrent l'intérêt porté par les auditeurs aux problèmes abordés.

Par décision du comité directeur, MONBUREAU Hervé, exclu le 16-1-1966, a été réintégré dans le parti.

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR LE SOUTIEN ET LE DEVELOPPEMENT DU « PEUPLE BRETON »


Il nous faut remercier très sincèrement ceux qui, ce mois-ci, ont encore tenu à apporter leur aide à notre publication. Les progrès du Peuple Breton ne cessent de s'affirmer : un

seul chiffre le prouvera : 93 abonnements nouveaux sont parvenus au journal en mars, soit une moyenne de 3 nouveaux lecteurs fidèles par jour !

Combien d'organes de presse bretons peuvent présenter un tel bilan ? Peu certainement. Et pourtant, nous ne faisons pas de concessions : pas de concessions au sens « commercial » confondu avec le mépris abaissant du lecteur, pas de concessions à la facilité, au slogan, au reportage-bidon qui font la gloire (?) et l'efficacité (?) d'une certaine presse « politique ». Nous avons choisi d'être un journal révolutionnaire. Notre tâche est claire : il nous faut informer, expliquer, démontrer...

Nous le faisons, avec des résultats croissants. Et dans ce progrès — amis lecteurs — vous avez un rôle déterminant. Vous nous aidez par vos abonnements (songez-y : avez-vous abonné un ami cette année ?) et par votre appui financier. Cela nous permet d'être libérés de l'obsédant souci des factures à régler. Mieux, cela nous permet de prévoir les développements futurs de notre journal si votre aide ce mois-ci vient encore nous prouver que vous appuyez notre ligne de conduite et nos efforts, les développements du journal seront très proches. Songez-y et merci.

PROGRESSION

 2 500 exemplaires

Ce numéro daté du 15 avril
a été tiré à 2 500 exemplaires

Quatrième liste

Yves Le Berre, Rennes	10,00 F
M ^{me} Bardou-Rostos, Chevilly-Larue	6,00 F
Y. R., 22-Paule	5,00 F
J. C., Concarneau	5,00 F
J. L., Concarneau	10,00 F
Anonyme, Paris (6 ^e)	5,00 F
A. L., Ploumilliau-Tregor : un dollar	4,89 F
Anonyme, Chaville	5,00 F
Mlle E. Noël, Laval	15,00 F
Un plouk	10,00 F
Anonyme, Saint-Malo	10,00 F
C. M., Morlaix	100,00 F
Chevalier, conseiller municipal de Ploumeur-Bodou	10,00 F
Anonyme, Saint-Guénolé	5,00 F
Anonyme, Mor-Bihan	3,20 F

Total de la quatrième liste 204,09 F
Report des listes précédentes .. 1 386,81 F

TOTAL 1 590,90 F

Les participations à la souscription doivent être adressées au « Peuple Breton », C.C.P. 2365-76 Rennes, en précisant au dos de l'envoi : Souscription.

IFFIG



— a appris avec émotion que M. Marcellin, ministre de l'Industrie, a remis en grande pompe la croix de la Légion d'Honneur à M. Martray, vice-président du CELIB. — a noté que le dit ministre avait qualifié M. Martray de « champion de la politique du développement économique de la Bretagne » et que ce dernier, à l'issue de cette émouvante cérémonie, avait mis l'accent sur la nécessité pour la Bretagne d'un port pétrolier.

— considère en n'ayant pu trouver nulle part la réponse de M. Marcellin que celui-ci est un super-champion...

— a salué avec joie l'importante distinction de chevalier des Arts et des Lettres, accordée à M. René Simon, conservateur régional des Bâtiments de France pour les régions-programme de Bretagne et des Pays de la Loire, et correspondant permanent du Ministère des Affaires Culturelles pour la « Région-programme Bretagne ».

— a cherché à savoir quelles étaient les publications qui avaient valu cette distinction à M. Simon.

— a seulement découvert que l'ex-colonel Simon, mis à la retraite après les évé-

nements d'Algérie, était en son temps affecté à la censure militaire...

— se refuse à croire qu'un grand magasin rennais de vêtements, Penny, ait pu débaucher sa plus ancienne vendeuse pour le seul fait d'avoir épousé un étudiant noir.

« LA TOUR D'Auvergne »

Propriétaire : Pierre Raphalon

Place Gambetta - 29 S. PONT-L'ABBE
Téléphone : 47

Son restaurant réputé
Tous les fruits de la mer
Ses chambres tout confort

'Monsieur'

Votre Prêt à Porter
24, rue du Frou - QUIMPER

★
Costumes - Vestes
Pantalons - Chemises
Cravates

La conclusion de notre étude

OUEST OU BRETAGNE

L'analyse de la situation actuelle de la Bretagne, comparée à celle de l'Ouest non breton, nous a clairement montré la *spécificité du problème breton* (1).

Malgré certaines analogies que nous ayons d'ailleurs signalées, ce problème n'est pas assimilable à celui de l'« Ouest » intérieur, dont les marges subissent de plus en plus l'attraction de la région parisienne : pays sous-développé, colonie « à l'européenne », la Bretagne ne joua pas européenne, dans les années à venir, son destin économique, mais son existence en tant que peuple.

La raison d'être de l'U.D.B. est précisément de faire prendre conscience à nos compatriotes de la gravité de cette situation et de la nécessité d'un combat pour la Bretagne.

Ce combat peut-il se confondre avec une action vaguement « régionale » axée sur un « Ouest » aussi imprécis dans ses limites que multiforme dans son contenu ? Ou bien doit-il, pour l'essentiel, être un combat spécifiquement breton, destiné à sortir notre peuple de l'humiliation et du sous-développement et à lui restituer, avec la gestion de ses propres affaires, la dignité des peuples adultes ?

A. — LE PIEGE « OUESTIEN »

Pour nous, l'« Ouest », en tant qu'entité englobant la Bretagne ou confondue avec elle, est une notion à la fois *insuffisante et dangereuse*.

1°) OUEST = INEFFICACITE

Tout d'abord, c'est là une notion impropre comme plate-forme de lutte. Si certains de nos compatriotes s'imaginent faire avancer la solution du

simultanément des notions très différentes, depuis la « petite région » naturelle (type Cornouaille) jusqu'à la « très grande région » (le Grand Ouest des 47 départements), en passant par la région de programme économique (la « Bretagne » des quatre départements) et la « grande région » (l'Ouest de 9 à 15 départements).

En réalité, la *région*, sans autre précision, n'est qu'un mot, un cadre vide, tout dépend de ce que l'on met sous cette appellation passe-partout. Pour nous, il n'y a pas d'équivoque : nous sommes Bretons et notre avenir est inséparable de celui de la Bretagne, quelle que soit l'étiquette, — région, province ou autre, — dont on l'affuble.

Nous sommes d'accord avec la nouvelle gauche française quand elle proclame que les problèmes « régionaux » doivent être réglés par les intéressés eux-mêmes : c'est là une exigence fondamentale de la démocratie. D'accord aussi avec Phipponneau, qui déclarait dans son rapport de Saint-Brieuc que le « thème régional » peut détacher de l'électorat gaulliste une large fraction des citoyens indifférents aux thèmes politiques purs. Seulement, en Bretagne plus encore qu'ailleurs, le problème se complique du fait que, le plus souvent, le vote gaulliste ne résulte pas d'un choix politique véritable, mais d'une adhésion quasi-mystique à la personne d'un homme providentiel, dernière incarnation historique d'une France élevée au rang de divinité tutélaire ; le vote, dans ces conditions, n'est plus un acte de citoyen libre, mais l'accomplissement d'un geste de dévotion. En se battant exclusivement sur le terrain des arguments statistiques, des chiffres et des plans, une gauche « régionaliste » risque de ne pas atteindre, en Bretagne,

LA BRETAGNE VEUT VIVRE

problème breton en laissant la Bretagne se fondre dans un « Ouest » impersonnel et composite, ils se trompent lourdement. Nos difficultés ne viennent-elles pas déjà pour une large part de notre absorption dans un cadre hétérogène où sont méconnus nos intérêts spécifiques ?

Le rapport Phipponneau au colloque socialiste de Saint-Brieuc, a évoqué le danger qu'il peut y avoir à diluer le problème breton dans un ensemble disparate.

En raison même de son imprécision et de son inconsistance, la notion d'« Ouest » manque d'attraction ; elle est pauvre en contenu humain et affectif. Or, tout combat, pour être efficace, exige un but précis, une idée-force. Joseph Martray, secrétaire général du C.E.L.I.B., soulignait naguère la nécessité de développer chez les jeunes ce qu'il appelait une « mystique régionale » (2). Encore faut-il que chacun sache exactement à quoi correspond sa « région » : en France, ce mot est ambivalent, mal défini ; il recouvre

tous ses objectifs. Les hommes sont mus par l'intérêt, mais aussi par le sentiment, et ceci est particulièrement vrai des Bretons.

Pour combattre efficacement chez nous par l'intérêt, il faut opposer à la mystique gaulliste une autre idée-force : celle d'une Bretagne démocratique, juste et fraternelle, donc d'une Bretagne socialiste. Il n'y a pas, il ne peut y avoir de mystique « ouestienne »... Michel Phipponneau l'a d'ailleurs fort bien compris, qui a axé sa campagne électorale de 1967, non sur l'Ouest, mais sur la Bretagne et le socialisme ; les communistes, de leur côté, ont inscrit la revendication d'une « Bretagne prospère dans une France démocratique » en tête de leur programme dans les départements bretons. N'est-ce pas reconnaître que le thème breton correspond à une réalité et à une résonance populaire que l'on chercherait en vain du côté « ouestien » ?

Choisir le cadre de l'« Ouest » pour faire valoir les revendications bretonnes, c'est s'exposer d'ailleurs à confusions et à des contradictions continuelles, en raison même de la spécificité du problème breton.

La bataille du rail en 1962 a été livrée par les Bretons seuls. La longue grève des marins-pêcheurs en février 1967 a touché essentiellement les ports bretons. La crise avicole, qui a provoqué à la même époque les manifesta-

libres propos

de MORVAN LEBESQUE

D'un certain angélisme

Na ru na gwenn... Combien de fois l'aurai-je entendu, ce slogan ! La dernière date d'hier, ou presque : du 22 mars, à la Mutualité où triomphait Glenmor et où nos camarades vendaient le Peuple Breton. Il y avait là un « vieux militant » que ma collaboration au P.B. irritait sans doute car il manœuvra pour me rejoindre à la sortie. « Moi, me lança-t-il, je ne suis ni rouge ni blanc, Breton seulement !... » Et il ajouta : « Ainsi j'ai vécu, ainsi je mourrai ! »

Eh bien ! ce n'est pas nous qui troublerons son agonie. Espérons seulement que de pieuses mains déposeront sur sa tombe la gerbe qu'il mérite : « A X, qui n'avait pas de couleur, le Centralisme reconnaissant ». Car se proclamer ni rouge ni blanc en Bretagne, c'est faire doublement métier de dupe, c'est en remettre sur les niais de l'hexagone qui prétendent : « Moi, monsieur, je ne fais pas de politique ! ». Pure hypocrisie, d'ailleurs : il n'est plus à démontrer que quiconque « ne fait pas de politique » fait en réalité une politique de droite, et mon interpellateur le premier. Na ru na gwenn ? Hélas, si, voyez comme cela se trouve : il est gwenn, notoirement gwenn, archi-gwenn, conservateur et clérical.

Finissons-en avec cet angélisme. Se prétendre ni rouge ni blanc quand on veut le renouveau de la Bretagne constitue une preuve flagrante d'immaturité politique. On est minoritaire, donc timide, et pour faire nombre on sacrifie ses convictions à un « idéal » supérieur. Les anciens mouvements bretons succombèrent presque tous à cette tactique ingénue. Breton d'abord ! Rien que Breton ! Le résultat fut un mélange détonant d'opinions rentrées qui ne résista pas à la première question précise de l'Histoire. Mais le plus grave est qu'en promettant des adhésions plus nombreuses le na ru na gwenn condamne en réalité le mouvement breton au ghetto. Car la défense d'un pays ne suffit pas et chaque époque impose à tout homme un choix politique personnel à partir duquel il entre dans ses structures. Refuser ces structures, c'est se vouer à l'abstraction : on plane au-dessus de la mêlée, mais comme une nuée sans direction ni consistance.

J'en appelle aux survivants des mouvements bretons d'avant-guerre : leur impuissance à toucher les masses ne venait-elle pas de leur non-inscription dans une structure politique ? Le « nationalisme breton » des années 30 suscitait moins la réprobation qu'une indifférence amusée. Convaincre ? Le pauvre, il n'en était même pas à se faire entendre ! Il étonnait sans déranger. C'est que le peuple breton affrontait comme aujourd'hui des réalités concrètes ; comment eut-il pris au sérieux comme doctrine inclassable, une grille qui ne décryptait rien ? Ni rouge ni blanc ne conduit qu'à l'amateurisme. Et aux activistes romantiques qui ne sont, en vérité, que le sursaut désespéré de l'amateur : il fait du bruit pour faire nombre, il crie parce qu'on ne l'écoute pas.

Nous avons, nous, choisi le peuple breton, la gauche. Non par machiavélisme, mais parce que la décolonisation de notre pays nous apparaît comme une œuvre spécifiquement progressiste. Loin de censurer nos opinions, nous les affirmons nécessaires, consubstantielles à la défense de la Bretagne. Une telle attitude entraîne la rigueur — elle n'est même plus affaire de morale, mais de logique. Jamais nous ne servirons d'alibi aux na ru na gwenn. Jamais nous ne serons les otages d'un groupement prétendu « apolitique », ni sa vitrine de gauche pour recruter des dupes. Et il est une expérience que nous ne ferons jamais : placer notre confiance dans des cartels droitiers, si bien disposés semblent-ils. Car nous savons à quelles déceptions meurtrières mène forcément cette confiance : faute d'avoir compris que les structures de droite et de gauche sont incompatibles, des centaines de Bretons ont usé leur vie à mendier aux autorités bourgeoises les libertés de leur pays. On en rencontre encore qui continuent à espérer et qui vous disent : « Voyez X. Ah, je sais bien, il est de droite, mais il comprend nos problèmes... Il m'a fait des promesses l'autre jour... ». X. a promis, soit, et peut-être était-il sincère ; mais le moment venu, il se rangera toujours du côté du pouvoir centraliste et oppresseur. Il est son client, nous ne pouvons donc être le sien. Quant au pouvoir, nous savons qu'il jouera toujours le mot et non la chose. Lorsque de Gaulle, à Lyon, se découvre subitement Girondin — admirable conversion à laquelle les rapports des Préfets ne sont pas étrangers ! — nous n'en attendons rien, non par antipathie pour l'homme, mais par sûreté de doctrine. Son « régionalisme », plaqué sur les structures capitalistes, n'aboutira jamais aux libertés véritables, politiques, économiques, culturelles. A l'heure même où son maître tenait ce beau discours, Peyrefitte ne repoussait-il pas la pétition d'Emgleo Breiz ? Espérer le contraire, c'est perdre son énergie et son temps.

Or, nous avons choisi la longue patience — mais ni le temps perdu, ni l'énergie gaspillée. Nous savons que le peuple breton n'obtiendra rien que par lui-même, en accord avec les forces progressistes du monde. Quant aux na ru na gwenn, j'avoue que je leur préfère le camarade de gauche qui n'a pas encore compris la nécessité des libertés fédérales. Car ce n'est pas l'idée-Bretagne qui ira à la gauche comme au manteau coupé au hasard, jeté sur quelqu'un. Mais la gauche qui, naturellement et logiquement, trouvera l'idée-Bretagne au bout de sa démarche.

Morvan Lebesque

AGENCE D'ARMOR
Toutes transactions
immobilières et commerciales
Locations
Pierre LE BERRE, directeur
16, rue de Larmor
56 - LORIENT
Téléphone : (97) 64-42-29

SUITE PAGE 4

(1) cf. *Le Peuple Breton*, n° 47, 49, 50, 51, 52.
(2) cf. *Le Peuple Breton*, n° 3 (mars 1964).

LA BRETAGNE VEUT VIVRE

(Suite de la page 3)

tions de Quimper et de Morlaix n'a eu qu'un écho très atténué dans l'Ouest non breton (3 000 manifestants à Quimper, 4 à 5 000 à Morlaix pour la Bretagne, un millier seulement à Cholet pour l'« Ouest »...). L'affaire de la « marée noire », qui a touché les côtes bretonnes, n'a atteint que très indirectement l'économie de l'Ouest continental.

Certains mots, certains slogans ne peuvent avoir la même portée pour les Bretons et pour leurs voisins de l'« Ouest » : parler de « déportation » pour un gars de Plougastel ou de Pont-l'Abbé contraint de s'expatrier pour chercher du travail dans la région parisienne a-t-il le même sens pour le jeune Sarthois des « marges » qui, vivant aux confins du Perche et de la Beauce, appartient déjà au Bassin Parisien ? La presse parisienne ne s'y trompe pas : lors de la manifestation ouvrière du 8 avril 1965 à Paris sur les problèmes de l'emploi dans l'« Ouest », elle a titré sur une manifestation des « travailleurs bretons » !

Beaucoup de nos problèmes, et non des moindres (exportation des légumes, problèmes de la pêche et de la conserverie, réseau breton, protection des côtes, création à Brest d'un port pétrolier, lutte contre les implantations militaires, etc...) ne concernent que faiblement l'Ouest non breton ou ne le concernent pas du tout. Ceci est particulièrement évident pour le problème culturel et linguistique breton, dont on ne peut raisonnablement attendre, que se préoccupent les Angevins, les Vendéens et les Manceaux, qui n'ont pas de personnalité culturelle distincte de celle de l'ethnie française.

2°) OUEST = DANGER

Source permanente de confusions et d'équivoques, la terminologie ouestienne, par son imprécision même, permet tous les quiproquos et toutes les échappatoires. Elle sert ainsi admirablement la propagande gouvernementale, en lui permettant d'éviter de fournir des réponses trop précises aux revendications bretonnes et même, souvent, de tromper sciemment les Bretons en leur donnant des chiffres

C'est imiter aussi l'attitude de la presse conformiste « ouestienne », dont le monopole est un des facteurs essentiels de la dépolitisation et de l'aliénation des esprits chez nous. *Ouest-France* évite soigneusement de paraître « trop breton » ; ses éditions départementales et locales sont conçues de manière à ce que le lecteur breton n'ait jamais une vue d'ensemble des problèmes de la Bretagne, mais reste cantonné dans les « chiens écrasés » ou dans les nouvelles relevant de l'esprit de clocher. Lorsque 12 000 travailleurs ont manifesté à Rennes, le 29 octobre 1966, sur le thème « *La Bretagne veut vivre !* », *Ouest-France* a titré le lendemain que ces travailleurs avaient manifesté « la volonté de vivre de toute une province » (sic) : il fallait lire l'article pour savoir qu'il s'agissait de la Bretagne ! De son côté, le *Télégramme de Brest* censure les informations jugées trop bretonnes et fait systématiquement jusqu'au nom même du C.E.L.I.B.

L'attitude du gouvernement français et des forces politiques sur lesquelles il s'appuie est d'ailleurs logique. Elle rejoint la tactique éprouvée d'autres gouvernements ou Etats qui refusent, jusque dans le vocabulaire, de reconnaître l'existence de certaines minorités nationales vivant sur leur territoire. Ainsi, pour l'Etat italien, le Sud-Tyrol germanophone est devenu le Haut-Adige (province de Bolzano). L'Espagne franquiste refuse d'appeler par leur nom la Catalogne, le Pays basque et la Galice, morcelées en « provinces » administratives dépendant directement de Madrid. En Grèce, les Macédoniens ne sont plus, pour Athènes, que des « Grecs slavophones » ! En Suisse, les francophones jurassiens sont englobés contre leur gré dans le canton germanophone de Berne.

En France même, on sait que le Pays basque, divisé en deux arrondissements, est englobé dans le département des Basses-Pyrénées, à prédominance béarnaise, et dans la région de programme d'Aquitaine, avec laquelle les Basques n'ont aucune affinité ; la Corse est rattachée arbitrairement à la région de programme « Provence - Côte-d'Azur ». Les patrio-

l'« Ouest » a, comme corollaire, la revendication d'une Bretagne intégrale, celle des cinq départements.

B. — LE SENS DE NOTRE LUTTE

Nous avons choisi d'exister : d'où l'Union Démocratique Bretonne. Pourquoi bretonne ? Nous pensons avoir, tout au long de cette étude, apporté des éléments de réponse à cette question.

Choisir la Bretagne, c'est pour nous reprendre notre véritable identité. Il ne peut y avoir de dignité pour quiconque — peuple ou individu — masque sa personnalité ou la troque contre celle des autres. C'est aussi sortir des équivoques, nous battre sur notre propre terrain, pour nos propres revendications et sous nos propres couleurs. Ce n'est pas là une manifestation attardée de quelque « particularisme » étroit, — nul plus que le militant U.D.B. n'est éloigné de l'esprit de clocher, nul n'est plus ouvert aux courants révolutionnaires qui traversent aujourd'hui le monde, — mais l'affirmation claire, franche et loyale de notre personnalité bretonne, et cela avec d'autant plus de vigueur et de résolution qu'elle est contestée, niée, bafouée.

Choisir la Bretagne, c'est rejeter l'aliénation et la colonisation liées chez nous à la suprématie parisienne. Nous affirmer comme Bretons, c'est nous définir pour ce que nous sommes et non plus par référence à une « capitale » qui incarne un système de domination politique, ethnique et économique dont nous ne voulons plus. Pour nous, la Bretagne, ce n'est pas l'« Ouest » de Paris, c'est notre pays, un pays qui a droit à son nom comme tous les autres...

Un journaliste de gauche écrivait récemment, à propos des hommes qui luttent, sur place, pour la survie de leur région, que celle-ci « n'est pas seulement un morceau quelconque du territoire, mais leur pays, un pays dont ils mesurent les potentialités et pour lequel ils sont prêts à des sacrifices et à des efforts que le banquier ou le technocrate parisien n'imaginent même pas... » (3).

Face à l'emprise parisienne et à la confusion « ouestienne », l'U.D.B. appelle le peuple breton au réveil démocratique, au combat pour la Bretagne : trop longtemps méprisés, humiliés, exploités en tant que Bretons, c'est en tant que Bretons que nos compatriotes doivent retrouver leur dignité.

Entendons-nous bien : nous n'avons aucun mépris pour les non-Bretons, qu'ils soient des régions dites de l'« Ouest » ou d'ailleurs. De même que nous sommes solidaires de la gauche française dans son combat contre le pouvoir gaulliste, nous sommes solidaires des travailleurs de Caen ou du Mans en lutte pour l'emploi et des salaires décents.

Défenseurs de l'ethnie bretonne, nous ne voulons pas répondre au racisme anti-breton par on ne sait quel racisme à rebours : il ne s'agit nullement pour nous de créer un quelconque « ghetto » breton. Nous l'avons déjà dit dans ce journal, nous ne sommes pas hostiles, à priori, à des actions communes entre les Bretons et leurs voisins immédiats des « marges » armoricaines pour des objectifs précis et limités (4). Comme eux, nous sommes victimes de la politique rétrograde du gouvernement. Mais nous sommes en outre victimes de l'impérialisme français en Bretagne. Notre lutte est donc une lutte de *décolonisation* et non une simple « action régionale ». Nous revendiquons pour le peuple breton le droit à l'auto-gestion démocratique de ses propres affaires, non pour l'isoler de ses voisins, mais pour que, enfin maître de son destin,

il soit en mesure de construire avec les autres régions ou ethnies cette Fédération socialiste des peuples européens qui se fera un jour, n'en déplaise à M. Charbonnel et autres conservateurs de l'Europe de papa, celle des vieux Etats anachroniques et oppresseurs.

C'est dans la mesure où la Bretagne, aujourd'hui niée et exploitée, sera maîtresse d'elle-même qu'elle pourra se faire coopérante et accueillante. Pour l'instant, les jeunes Bretons voués au déracinement et à l'émigration ne peuvent que joindre leur voix à celle des jeunes Canadiens-français progressistes qui chantent avec Gilles Vigneault :

« J'aurais plaisir à vous ouvrir ma maison, si seulement ma maison m'appartenait... »

Jean THOMAS.

(3) Michel Bosquet : « Décolonisez la province » (Le *Nouvel-Observateur*, n° 108, du 7 au 13 décembre 1966).

(4) cf. *Le Peuple Breton*, éditorial (n° 52, 15 mars 1968).

LIBRAIRIE

"Brentano's"

Tous les livres français et étrangers

7, quai Chateaubriand -- RENNES

Tél. 40.70.32

Les travailleurs bretons face au sous-développement

(Suite de la page une)

chaïsme est le fait de la bourgeoisie bretonne. Celle-ci a été incapable de jouer son rôle historique dans l'accumulation du capital au XIX^e siècle et ne semble guère plus disposée à le faire aujourd'hui.

Aussi ne faut-il pas s'étonner de l'arrêt brutal de l'expansion de Redon qui s'était allégrement amorcée au lendemain de la guerre. Les entreprises sont gérées comme au temps des romantiques, à la petite semaine presque. Elles ignorent tout des techniques de gestion modernes, de l'étude des marchés, de la nécessité d'un bureau de recherche. Bien qu'étant les plus dynamiques de celles-ci les Ets Garnier n'ont pas de bureau de recherches et ne font pas d'études sérieuses de marché en ce qui concerne l'exportation, par exemple.

Ce sont toutes ces entreprises qui font chorus lorsqu'il s'agit de s'opposer à l'implantation de nouvelles industries, de peur de voir entre autre chose la classe ouvrière grossir ses rangs, quitter son état de lumpen prolétariat et devenir un prolétariat conscient, lui, de son rôle historique dans la construction d'une Bretagne socialiste, car lui seul est capable de s'opposer à l'action de tous ces facteurs qui font de notre pays une colonie de l'Etat français au profit des grands trusts capitalistes avec la complicité de la bourgeoisie locale.

Il lui faudra, pour cela, ajuster son comportement politique à ses revendications professionnelles, car réclamer 30 centimes et voter gaulliste c'est de l'inconscience. Il faut savoir que plus des deux tiers des scrutins vont à la droite à Redon mais que c'est là aussi que la gauche a doublé ses voix aux dernières élections législatives de même qu'elle l'emportait dans tous les grands centres ouvriers : Nous avons donc des raisons d'espérer. C'est pourquoi notre parti doit tout faire pour accélérer l'expansion des idées socialistes dans le peuple en même temps qu'il lui fait prendre conscience de son identité et de sa vocation nationale. De même, les syndicats ouvriers ne peuvent plus dissocier les revendications de salaire de la défense de l'emploi, rejoignant ainsi la volonté des syndicats agricoles de voir se développer une politique d'industrialisation.

Mais celle-ci, qui n'est voulue ni par le gouvernement ni par les notables, ne pourra être que le fait des travailleurs qui contrôleront et géreront l'économie socialiste en Bretagne.

Jakez COSQUER.

Jean AUBAULT

Joaillier - Horloger
LIP - LONGINES

RENNES

123, rue de Fougères

et des prévisions qui ne sont pas valables pour la Bretagne elle-même mais pour un « Ouest » plus vaste dont on se garde bien de définir les limites. Ainsi, parlant en mars 1965 à la C.O.D.E.R. de Bretagne, qui s'inquiétait de la situation de l'emploi, M. Massé, alors commissaire général au Plan, annonçait la création de 40 % des emplois dans l'« Ouest » au cours du V^e Plan... mais il s'agissait du « Grand Ouest » des 47 départements ! De même, dans une émission régionale à Télé-Bretagne, le 17 février 1967, on annonçait que 140 000 emplois seraient créés dans l'« Ouest » pendant le V^e Plan ; mais comme, d'autre part, on entretient habilement dans l'opinion une confusion constante entre les notions de « Ouest » et de « Bretagne », ce type d'information dirigée ne sert en réalité qu'à « noyer le poisson »...

En fait, pour le pouvoir gaulliste, l'« Ouest » est un excellent moyen d'escamotage du problème breton et de négation de la personnalité bretonne. En raisonnant « Ouest », on évite de parler de la Bretagne, on fait comme si elle n'existait pas. C'est imiter l'attitude de Debré, de Pompidou et des parlementaires gaullistes comme De Poulpiquet, qui répugnent à prononcer le nom même de la Bretagne.

tes basques d'Enbata demandent la création d'un département basque distinct ; de leur côté, le Conseil général et les organisations de l'île demandent que la Corse soit érigée en région de programme autonome. Est-ce le moment que choisiraient les Bretons pour se dissoudre dans un « Ouest » artificiel ?

Sans doute avons-nous vu réapparaître le mot « Bretagne » sur la carte des circonscriptions économiques avec la création des régions de programme. Mais le découpage de la « région de Bretagne », limitée seulement à quatre de nos cinq départements, est pour nous inacceptable : il s'agit d'une Bretagne-croupion, privée de sa capitale historique et arbitrairement coupée des masses ouvrières de Nantes et de Saint-Nazaire. La technocratie parisienne n'a pas voulu, — et pour cause ! — reconstituer la Bretagne dans son cadre économique et politique naturel ; elle l'a volontairement mutilée, croyant ainsi réduire son potentiel révolutionnaire et ruiner par avance toute possibilité de développement autonome. L'opération est claire : mutiler d'abord la Bretagne, puis diluer le problème breton, de manière à ne pas avoir à le résoudre.

C'est pourquoi notre refus de

PEINTURE - DECORATION

L. KERYEL

10, rue Amiral-Linois
N-29 - BREST

Revêtements (murs et sols)

Le malaise paysan

UN JEUNE SYNDICALISTE DU CANTON DE SAINT-RENAN REpond A NOS QUESTIONS

Question — La situation générale de l'emploi dans l'hexagone (2 % de chômeurs) 400 000 sur 20 millions de salariés cadres compris) en décembre 1967 et plus particulièrement en Bretagne (3 % de chômeurs, 1 000 sur 30 000 salariés à Brest ne font pas oublier la crise de l'agriculture bretonne. Cinq mois après Quimper, quelle est la situation ? La tienne en particulier ?

L.J. — D'abord, je voudrais préciser un terme de la question : la situation générale de l'emploi, en Bretagne surtout, s'explique en grande partie par le malaise de l'agriculture. Point de rentrée d'argent chez les agriculteurs, point de dépenses. Nous n'investissons pas, donc nous ne fournissons pas de travail aux ouvriers. Par exemple, la grange sera refaite plus tard ou réparée par nous qui, ainsi, à contre-cœur mais par nécessité absolue, volons du travail aux ouvriers. D'autre part, quand nous sommes sous vendeurs, nous devenons aussi sous-consommateurs dans tous les domaines.

Q. — Doit-on conclure que vos ventes se font mal en ce début d'année ?

L.J. — L'essentiel de ce que devrait constituer notre source de revenus, c'est-à-dire la viande de porc, va mal et même très mal. Ainsi, si on fait les comptes on s'aperçoit qu'un porcelet revient à 100 F alors qu'on le vend 75 F en moyenne, soit une perte de 25 F par porcelet.

Q. — Diable ! Mais vous ne faites pas que du porc ?

L.J. — 40 à 60 % de la production agricole du Bas-Léon tient dans celle du porcelet.

Q. — Si nous comprenons bien, vous travaillez à perte pour la moitié de vos activités ?

L.J. — Pas exactement, car dans le P.R. de 100 F, j'inclus le salaire qui, normalement, incombe au travailleur, que nous, nous comptabilisons, mais que beaucoup ne comptent pas. Et puis les producteurs intégrés dans une coopérative s'en sortent à peu près.

Q. — Il serait bon de préciser ce que tu entends par comptabiliser.

L.J. — Très simple. Tenir à jour une comptabilité, tenir pour denier, et établir divers chapitres budgétaires : tant pour les machines, tant pour l'énergie, tant pour le ménage, etc. Cette pratique n'est malheureusement encore que le fait d'une quinzaine d'agriculteurs dans le Bas-Léon. Je dis malheureusement, car ceux qui n'agissent pas de cette manière, vivent dans l'insouciance jusqu'au jour oublié des échéances où la prise de conscience de leur situation budgétaire personnelle prend des dimensions de catastrophe. Une seule solution : on liquide et on s'en va.

Q. — Peut-on conclure sur le problème de la viande de porc que cette situation est grave ?

L.J. — Je ne m'avance pas en affirmant que si la situation devait durer, en un quart au moins des producteurs de cochons, dans le Bas-Léon, qui peut être considéré comme l'un des baromètres de l'agriculture bretonne, serait en faillite.

Q. — Que veux-tu dire par l'un des baromètres de l'agriculture bretonne ?

L.J. — Le Bas-Léon, d'où évidemment est exclue la zone légumière, est très repré-

sentatif du type de la production agricole bretonne actuelle. La terre est moyenne. Le sol est nettement acide comme dans l'ensemble de la Bretagne. Sur lui, on pratique beaucoup d'élevage porcin, pour la moitié en gros, la polyculture pour un quart, et un peu d'élevage bovin laitier pour un autre quart.

Q. — Quelles sont, par exemple, dans ton exploitation, les surfaces agricoles utiles (S.A.U.) respectivement impropres à ces différents types de production ?

L.J. — Notre cas est un peu différent. Tu remarques le « notre ». En effet, j'appartiens à un groupe de producteurs (G.A.E.C. mais non officiel) sur lequel je reviendrai tout à l'heure. Mais je crois pouvoir dire que pour une exploitation moyenne de 10 ha, 5 ha sont nécessaires pour le cochon, 2 ha pour la pomme de terre, les choux, etc... 3 ha pour quelques vaches laitières.

Q. — 5 ha pour le cochon, n'est-ce pas beaucoup ?

L.J. — Oui et non. Oui, si comme le font plusieurs, nous achetons nos céréales et la plupart de nos aliments. Non, si on préfère nourrir le cochon sur l'exploitation, ce qui n'exclut pas l'achat de produits vitaminés, bien entendu.

Q. — Tu as parlé tout à l'heure de ton groupe de production, peux-tu nous donner des précisions ?

L.J. — Nous sommes trois agriculteurs : 2 frères et le père, qui avons mis en commun non seulement nos efforts, mais d'abord l'outil n° 1 du travail, la terre qui appartient juridiquement au groupe, car nous sommes une association déclarée régie par la loi de 1901, et donc pas exactement un G.A.E.C. Nous disposons ainsi d'une S.A.U. (surface agricole utile) de 30 ha assez regroupée. Chacun de nous, salarié du groupe, a la charge d'un secteur de production. Le père s'occupe de la polyculture. Mon frère de l'élevage laitier et de l'engraissement des cochons. Pour moi, je suis spécialisé dans le naissement de ceux-ci.

Chaque femme est considérée dans le cadre de l'exploitation pour 1/3 de l'unité de travail homme (U.T.M.) En comptabilité, nous sommes donc 4 salariés.

Q. — L'expérience menée vous satisfait-elle ?

L.J. — Structuralement et humainement parlant, oui, c'est beaucoup plus juste ainsi. Économiquement, moins. Encore que sans le groupe, je serais sur la paille si j'ose dire. « Moins satisfait économiquement », ai-je dit, mais pour des raisons extérieures. Comme tous les agriculteurs bretons, nous avons été leurrés par les encouragements... faites de la viande... La Bretagne doit devenir une seconde Hollande ». Nous avons écouté et suivi... incomplètement. Les cours du porc démontrent que nous avons bien fait de ne pas trop nous spécialiser et de conserver le traditionnel « un peu de tout » dans l'éventail de nos productions. Sans cette précaution, sans doute ne m'auriez-vous pas trouvé ici en chômage à Paris ou en Ruhr.

Q. — Mais revenons au groupe qui a eu l'heureuse idée de ne pas abandonner la polyculture. Quel est le salaire moyen d'un membre ?

L.J. — Eh bien, une fois décomptés les investissements, minimes en cette période de récession mais non nuls, une fois décompté le remboursement du prêt pour l'achat de la terre, ah ! là aussi il y a un scandale, nous disposons, ma femme, nos deux enfants et moi, d'un revenu mensuel net de 700 F, soit 175 F par personne pour vivre, nous habiller, etc... Je précise que le porc que nous produisons, nous le rachetons au boucher-charcutier, sous forme de côté ; par exemple, au même prix que n'importe quel consommateur, mais qui ignore, lui, les fluctuations des cours de la viande sur pied.

Q. — Tu as parlé d'un scandale concernant le prix de la terre, peux-tu préciser ta pensée ?

L.J. — Le prix d'achat d'un ha de terre cultivable est monté, depuis peu, à 10 000 F (1 million ancien) l'hectare. Tout ça, en raison de la spéculation foncière qui profite à des notaires locaux, mais aussi à de grands groupes financiers parisiens, voire internationaux financiers dans bon nombre de cabinets d'affaires brestois notamment. Alors, là, je crie au scandale. Car la terre, l'outil de travail dont j'ai la charge, coûte à lui seul 10 millions anciens, sans compter les édifices, soit un total de 20 à 25 millions. Et nous passons toute notre vie à tirer le diable par la queue pour payer le tout. En fin de compte, nous possédons un bas de laine inutile, pour ne pas dire grotesque : nous allons mourir propriétaires, après avoir vécu comme des c... toute notre existence.

Q. — La solution ?

L.J. — LE SOCIALISME — La terre, propriété de la communauté qui la travaille. Ailleurs, on appelle ça ajendos, kiboutz, kolkhose, le système est le même : socialiste. Et puis, halte à la spéculation foncière ! Que le gouvernement prenne des décrets en conséquence ! Seulement, celui de Pompidou ne le fera pas, il est trop lié à Rothschild et à la finance. Enfin, a-t-on jamais vu un ouvrier obligé de payer toute sa vie une partie de l'usine où il travaille ? De toutes manières, la solution du problème ouvrier réside aussi dans la possession par la communauté laborieuse des outils de production.

Q. — Vous ne nous attendions pas à une telle profession de foi socialiste de la part d'un agriculteur du Bas-Léon ?

L.J. — Eh, doucement. D'abord, je suis syndicaliste du C.D.J.A. et comme tel, j'ai la chance d'être beaucoup mieux informé que beaucoup de mes collègues des cantons du nord de Brest. Mais il demeure que le sentiment communautaire a toujours été très fort ici. Le syndicalisme paysan n'est-il pas né dans le Léon ?

Q. — Sur cet intéressant rappel, que pouvez-vous dire en résumé ?

La situation de l'agriculture bretonne, au vu de ce qui se passe dans ma région et de ce que m'en dit mon organisation syndicale, s'est aggravée 4 mois après Quimper. A la flambée de colère succède une phase de résignation désespérée. Mais qu'on ne s'y trompe pas. Si les pouvoirs publics, auxquels par nos impôts nous fournissons des moyens financiers, ne nous aident pas, c'est-à-dire s'ils ne nous redistribuent pas d'une manière équitable les fonds que nous leur baillons, la colère et l'action violente, que nous n'aimons pas pour elles-mêmes, reprendront la parole.

C'est essentiellement sur le prix à la production du lait et surtout de la viande que doivent porter les revendications des agriculteurs bretons et non plus sur l'ensemble des productions. En réclamant la hausse du prix du blé, il y a 3 ans, les agriculteurs bretons ont récolté des miettes, mais ils ont fait la fortune des céréaliers du bassin parisien, capitalistes de l'agriculture si bien défendus aux instances de décision, ne serait-ce qu'en raison de leur proximité de la capitale.

C'est peut-être regrettable, mais j'ai l'impression que si ces revendications restent lettres mortes dans quelque bureau parisien, il faudra encore casser quelque chose.

Mourir pour le Finistère

(Suite de la page une)

UNE PROVINCE JAUNE ?

Désenclavement signifie alors création en Bretagne de conditions permettant au néo-capitalisme de trouver intérêt à son utilisation. C'est offrir, sous couvert de développement d'une région, la main-d'œuvre au rabais, le vide syndical, la paix sociale ; parlera-t-on bientôt d'une province jaune ? On n'y est pas, bien sûr, mais on comprend que les principaux intéressés à l'affaire soient les élus centristes et même gaullistes et l'on est surpris de trouver en pareille compagnie les jeunes agriculteurs qui ont fait ici un choix bien ambigu. Prestige d'un Gourvenec retrouvé ou persistance de relents M.R.P. ?

Les syndicats ouvriers ne pouvaient bien sûr s'aventurer dans une telle mouvance, (le comité ne semblait d'ailleurs pas le souhaiter, qui leur offrirait à chacun un siège au côté des 5 du CECOR, des 5 du SEMENF, des 5 de la FDSEA) sauf F.O. qui y a trouvé un prétexte à ne pas participer à l'action commune C.G.T.-C.F.D.T. du 8 mai.

Ces derniers — et c'est remarquable — l'insuffisance du cadre géographique et insistent sur le fait que « l'action doit être menée au niveau de la région » (3). (La région ouestienne choisie pour le 8 mai présente pourtant le risque de diluer des problèmes que le C.A.B.R.O. particularise.)

L'ambiguïté géographique est en fait presque aussi grave que l'ambiguïté politique. Quel est le sens d'une action qui n'engage que le Finistère ? Les problèmes de Morlaix ne sont-ils pas ceux de Guingamp ? Et le développement de Brest est-il empêché par la présence de Rennes ?

On croyait les actions particularistes enterrées, en Bretagne, et l'on pensait que le campanilisme à jours donnait un peu de la bande.

Il paraît un peu superflu dans le « Peuple Breton » d'insister sur la nécessité d'accorder une action au peuple à qui elle prétend s'adresser, l'accorder socialement et géographiquement. Force est de constater que le comité d'action ne le fait ni sur un plan ni sur l'autre. Ce CABRO ne nous paraît pas un très bon dada. Reste à savoir ce que le maître va décider : l'envoyer brutalement coucher, ou lui offrir à ronger un quelconque os éviandé.

Jean GUEGUENIAT.

(3) Communiqué de la C.F.D.T. du Finistère, 18 mars 1968.

BAR BRESTOIS

1, place Sainte-Anne - RENNES

Le rendez-vous des Finistériens

Ouvert jusqu'à 1 h. du matin

CHOUCHEN - TÉLÉVISION - LECTURE

chauffage central air chaud
chauffage central radiateurs
mazout - charbon - gaz - électricité

modern confort

3, RUE CORNEILLE - BREST

PLOMBERIE - SANITAIRE

ÉLECTRICITÉ - INSTALLATION D'ANTENNES

Tél. 44.69.73

Dans notre prochain numéro :

100 ANS
D'INTOXICATION
PAR LES MANUELS
D'HISTOIRE

Une étude
de G. LE SCOUZEC

La mort d'un mythe

« Sur la France » un livre de Robert Lafont

Justice est faite, ou à peu près, de l'Empire français outre-mer. Mais il reste à libérer les colonies qui en subsistent sur le continent européen : de Clovis à nos jours, l'histoire de la France apparaît dirigée par un monstre impérialiste.

C'est ainsi que nous la présente un récent ouvrage, **Sur la France**, que l'Occidental Robert Lafont, auteur déjà de **La Révolution régionaliste**, vient de faire paraître chez Gallimard. Le texte en est introduit par une assez surprenante préface de Jacques Madaule, qu'il faut lire et méditer, pour la prise de conscience qu'elle manifeste : s'il a choisi d'être français, cet homme de Castres et de Castelnaudary avoue bien qu'il a chéri d'autant plus la France qu'il s'y est senti « quelque peu étranger ». Il admet surtout que ses compatriotes ne partagent point son choix et se veulent ne tout occupent.

A lire Lafont, il est vrai, les yeux s'ouvrent sur la falsification dont a été victime l'histoire de notre Ouest européen. Quelques-uns des grands mythes qui ont bercé notre enfance et obscurci notre esprit, s'effondrent. Et si l'on rencontre au passage certaines figures connues, l'éclairage jeté sur elles est totalement différent de celui auquel nos maîtres nous avaient habitué : voici Du Guesclin, ex-héros breton, remis à sa vraie place de « petit noble besogneux et fourbe passé au service du roi de France ». Car Lafont voit les choses non pas en fonction de la future et « métachronique » unité française, mais il se met chaque fois à la place de ces nations, dévorées l'une après l'autre par la gourmandise du gouvernement de Paris.

éléments de civilisation. Ces derniers expriment un certain réseau de relations humaines, lui-même établi sur des réalités économiques. Poser sur le volet d'un triptyque la culture, sur un autre la politique et en déduire sur un troisième l'équivalence économique, revient à proclamer l'égalité des trois : c'est mettre sur le même plan la fleur, la tige et la racine.

D'autre part, dans sa **Révolution régionaliste**, Lafont a montré la situation économique actuelle des régions de l'Ouest européen et la nécessité de détendre les liens étroits qui les relient à la métropole parisienne. Il n'a, en aucun cas, révélé le dynamisme et l'évolution dialectique des forces économiques et sociales depuis la chute de l'Empire romain jusqu'à nos jours, comme il le fait dans **Sur la France** pour la politique et la culture. Il omet ainsi de nous faire connaître les vrais moteurs de ce développement historique, les raisons profondes de notre servitude.

Il faut regretter le caractère par là un peu superficiel de l'ouvrage, qui ne manque pas par ailleurs de qualités. On y trouvera en particulier une analyse fort bien menée des mécanismes de l'aliénation dans une nation soumise à une autre et c'est sans doute le résultat le plus intéressant du travail de Lafont. Le chapitre pourrait s'intituler : Comment on devient province...

Le livre se lit aisément et ne donne généralement pas dans le travers, trop fréquent aujourd'hui dans ce genre d'ouvrages du jour d'aujourd'hui. Ici ou là cependant, j'avoue avoir buté sur certaines phrases. Ainsi qu'a bien voulu dire l'auteur, à la dernière page de son avant-

par Gwenc'hlan Le Scouezec

La distinction qu'il fait — et qu'il avait déjà établie dans sa **Révolution régionaliste** — entre nation primaire, correspondant à une ethnie originale comme la Bretagne, et nation secondaire, résultant d'un contrat, comme les Etats Unis et la France, a une valeur certaine de précision et de clarification des idées. Je n'aime guère cependant les termes qu'il a retenus, et qui semblent établir une hiérarchie entre les deux concepts : il y a dans **primaire** un relent de **primitif** et dans **secondaire** une senteur d'évolué. En outre, que signifie ce « secondaire » ? A quoi le Contrat américain, pris comme exemple, peut-il bien être secondaire ? Dans le cas de la France, c'est plus net. On parlerait ici du second étage d'un édifice bâti sur le maçonnerie des nations primaires. J'aurais, en tout cas, préféré d'autres mots.

Plus important est le reproche que l'on peut adresser à Lafont d'avoir fondé son travail sur des bases fragiles. Ce vice fondamental n'a d'ailleurs pas échappé à l'auteur. « Ce genre d'analyse structurale, écrit-il dans son avant-propos, revient à raccorder une étude des idéologies à l'histoire événementielle ou culturelle. Les réalités économiques et sociales ne sont plus envisagées qu'en référence à une élaboration ou intellectuelle ou politique, comme par allusion. » Mais il pense s'en justifier en ajoutant que « les faits ici envisagés doivent être traduits en termes socio-économiques » et en rappelant qu'il a déjà réalisé cette « traduction » dans **La Révolution régionaliste**.

Voilà une double erreur. D'abord les faits politiques et culturels ne sont pas comparables à une expression linguistique dont les données économiques seraient la translation dans un autre idiome. Celles-ci, depuis leur fondement géographique — nature du sol, type de climat, végétation spontanée — jusqu'à leurs développements sociologiques — système d'exploitation des ressources naturelles, intérêts financiers, mise en œuvre des individus — sous-tendent et engendrent dans une large mesure les événements historiques et les

propos, quand il parle de « réinvestir la France sur des réalités en mouvement d'histoire » ? Il y revient en termes analogues, aux dernières lignes de son livre. C'est donc là sa conclusion, qu'il complète en ajoutant : « La nation des nations n'est elle-même que révolutionnaire, mouvante, créatrice. » Que veut-il donc signifier par là ?

Je crains d'ailleurs qu'il ne cherche, gardant un reste d'attachement au mythe « France », à maintenir la cohésion de cet ensemble constitué dans l'Ouest européen, comme il l'a montré, par l'impérialisme du Bassin parisien. A vrai dire, pour dialoguer valablement avec l'Occitan Robert Lafont, je n'ai pas besoin de me référer à un dénominateur commun qui serait : « Après tout, nous sommes tous français... » Je converserai même d'autant mieux avec lui que je ne me référerai pas à ce préalable. Là encore d'ailleurs c'est en termes économiques, et non pas sentimentaux, que se pose le problème de notre appartenance de Bretons ou d'Occitans conscients à un Etat multinational, plus ou moins largement conçu.

Il y a en fait une retenue constante chez Lafont et c'est peut-être ce que je lui reproche le plus. Il tire en somme des conclusions politiques moins avancées que la manière dont il expose les faits historiques. Après avoir fait deux pas en avant, il en fait un en arrière. Il est vrai que de cette façon, il avance finalement. Mais c'est un peu agaçant.

Ceci dit, il faut lire Lafont, car ses ouvrages apportent par leur lucidité incontestable du neuf. Ils ne manqueront pas d'ouvrir bien des esprits à la réalité que des siècles d'intoxication nous ont voilée. Ils possèdent en outre le pouvoir de nous éveiller à une fraternité qui commence à se manifester entre les peuples minoritaires. L'analogie des destinées entre le sien, le nôtre et tous ceux que l'hexagone enferme en ses frontières, peut faire la communauté des causes : nous apprenons avec joie que nous avons des compagnons de lutte.

LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES

COTES-DU-NORD

Lors de leur Congrès départemental les jeunes agriculteurs ont **dénoncé très vivement « la politique agricole actuelle, européenne ou française, inspirée du libéralisme européen »**. Les jeunes agriculteurs ont demandé une Europe « où chaque région même excentrée puisse connaître un véritable développement. » On ne doute pas de la sincérité du gouvernement français quand pour aider au développement de la Bretagne, **les sommes les plus fortes** accordées par un Comité Interministériel au F.I.A.T. (Fonds d'Investissement pour l'Aménagement du Territoire) **vont aux Parcs Naturels...** Pour plus amples détails nos camarades agriculteurs peuvent se reporter à la carte parue dans notre dernier numéro et préparer leurs valises.

A Dinan, l'inquiétude est très grande parmi les ouvriers des Etablissements Dickoff. La fermeture de l'usine interviendrait si aucun moyen de renflouement n'était trouvé. Cela fait 150 ouvriers en sursis de licenciement ou d'exode. **Lutter** ou partir.

FINISTÈRE

Nous parlons par ailleurs de la création du CABRO. Soulignons ici, devant la gravité de la situation économique et sociale de ce morceau de Bretagne, l'opération **sauvetage de personnalités politiques en perte de vitesse** de cette création. On constate notamment que M^e Lombard a fort à faire pour rattraper le mythe du port pétrolier à Brest. Devant des étudiants canadiens, ne déclarait-il pas : « le choix à faire par l'Etat est un acte politique » ; des actes politiques : M^e Lombard, **centraliste et gauchiste porte-drapeau d'une certaine bourgeoisie finistérienne**, ne doit pas très bien savoir ce que c'est.

ILLE-ET-VILAINE

Redon : fin mars, des accords paritaires sur les salaires ont été signés à Rennes ; le mardi 26 mars un protocole était conclu entre la direction et les délégués syndicaux de l'entreprise UNIFER ; des augmentations horaires ont été accordées en trois tranches. Il ne faut pas se leurrer sur les résultats de ces manifestations : les augmentations de salaires (consenties en plusieurs tranches sur une période de plusieurs mois) ne font qu'entériner l'augmentation du coût de la vie ; les entreprises ne réduisent pas leurs marges bénéficiaires au profit du prolétariat, ce serait un non sens en système capitaliste ; elles ne font que procéder en préférence à un réajustement des salaires prédéterminé par leur programmation financière (découpée en tranches elles aussi).

Ceci devrait-il se solder par une augmentation des salaires réels que le problème cru-

cial de la garantie de l'emploi en Bretagne n'en serait pas résolu pour autant ; la revendication uniquement salariale devrait logiquement viser la parité des catégories de salaires dans l'hexagone ; or nous savons bien que le travailleur breton et redonnais en particulier, reste condamné à des salaires inférieurs dans l'état actuel des choses ; en effet les usines présentes en Bretagne ne se justifient économiquement que par une neutralité fondée sur la politique des bas salaires : la parité salariale avec l'ensemble français mène tout droit à la fermeture des dernières usines, « pirates » ou non. Ainsi, sur le plan de la garantie de l'emploi restons nous sceptiques.

La manifestation prévue sur le 8 Mai doit particulièrement insister sur la défense de l'emploi et sur ces nécessaires garanties politiques.

Un syndicalisme qui défend les véritables intérêts des travailleurs, n'est pas seulement révolutionnaire par sa force de contestation mais surtout par son aptitude à fournir des solutions de rechange ; dans cette perspective de véritables réformes de structures, l'activité syndicale ne peut que favoriser la prise de conscience à la base, de l'importance et de l'urgence d'une politique bretonne, seule garante de la sécurité de l'emploi.

LOIRE-ATLANTIQUE

A Saint-Nazaire, qui à défaut d'être avec Nantes une métropole d'équilibre est une **Nantopole des licenciements**, l'usine Sud-Aviation va mettre en pré-retraite à 60 ans, **145 personnes**, d'ici la fin de l'année, par suite d'une « baisse de son plan de charges ». Le Fonds National de l'Emploi doit participer à l'indemnisation de ces travailleurs dont la mise en « pré-retraite » cache ce qu'il est convenu d'appeler licenciements. Notons au passage que l'utilisation des crédits du Fonds National de l'Emploi est en Bretagne judiciairement adapté... à la réalité d'un pays après 10 ans de national gaullisme.

MOR-BIHAN

Il serait intéressant de mettre en parallèle les dépenses des collectivités locales en matière d'équipement, routier notamment ; contentons-nous de rappeler les travaux faits pour préparer à Lorient l'implantation d'Alstom qui malgré toutes les promesses du gouvernement et de ses serviteurs et chantres attirés n'est jamais venu. Mettons en parallèle le **programme de travaux d'infrastructure routière pour 1968** : un petit pont sera construit au Bono ; la route nationale 165 sera mise à quatre voies et à deux chaussées séparées sur une longueur de — tenez-vous bien — de 3 km... C'est tout !

COURRIER DES LECTEURS

Nos correspondants doivent préciser quand ils veulent que leur nom soit mentionné. Nous remercions vivement ceux qui nous écrivent.

« Quelques lignes pour vous adresser mes compliments d'avoir pu obtenir la collaboration de Morvan Lebesque. Il s'agit là d'un événement capital pour la vie du journal. Ce qu'il faut savoir, c'est l'énorme audience dont jouit M.L., particulièrement dans les milieux « jeunes ». D'une enquête menée dans les milieux de la Presse, il y a deux ans, il est apparu que chaque semaine, il touche près d'un million de personnes par ses conférences, ses critiques littéraires et théâtrales et, surtout, ses fameux éditoriaux dans le « Canard Enchaîné » qui sont placardés dans les halls des usines et les vestibules de facultés. C'est dire l'importance de sa contribution.

J'ai retrouvé dans son article les grands thèmes qu'il exposait lors d'une longue correspondance que nous avons échangée, il y a quelques années et que j'ai dû malheureusement interrompre, faute de temps.

Je ne suis pas d'accord avec lui sur un sujet qu'il qualifie particulièrement de « l'inutilité, voire le danger du folklore pour le folklore. Personne n'a oublié la tactique de Staline, dans les Républiques musulmanes et dénoncée par Pierre et Renée Gosset. Cependant, j'estime que le folklore contribue puissamment à l'éveil de la personnalité bretonne. Constatons l'extraordinaire floraison des Cercles celtiques dans la région parisienne. Ils témoignent d'une prise de conscience bretonne qu'on n'avait jamais vue. Sans eux, ces jeunes gens étaient définitivement déracinés et perdus pour la Bretagne. A ce sujet, il faut rendre un juste hommage à « l'Union des sociétés bretonnes d'Ille de France » et à son journal « Le Pays Breton ».

A. Le Toquin (Rennes)

VOTRE PAVILLON TERMINÉ
du type 4 « Heb-Ken » (71 m² 07) à partir de 54 146 F.

Prime et prêt Crédit Foncier sur 20 ans - Prêt complémentaire - Etude gratuite de tous problèmes financiers - Construction sur votre terrain ou sur nos lotissements

REALISATION

LA CORNOUILLE IMMOBILIERE

29, place de la République - 29-S. PONT-L'ABBE - T. 2-73

Composition linotype à façon
REVUES - TABLEAUX - THÈSES
LINARMOR
15, rue des Fossés - RENNES

Imprimerie Commerciale, Rennes



Directeur de la publication : J.-Y. Veillard
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41.397
Tirage : 2 500 — Dépôt légal 2^e trimestre 68